



L'ensemble des membres de la liste Dijon Change d'Ère tient à exprimer son soutien total à la conductrice Divia, victime d'une agression d'une violence inacceptable. Nous souhaitons également saluer son courage et son professionnalisme face à cette épreuve traumatisante et affirmons notre solidarité à tous les agents du réseau Divia mobilité, trop souvent exposés au danger dans l'exercice de leurs fonctions au service des usagers. Dijon Change d'Ère est à la disposition des organisations syndicales pour échanger et élaborer ensemble des solutions durables pour lutter contre les incivilités.

Notre soutien va également à cette jeune femme, agressée alors qu'elle souhaitait prendre son tramway. Nous condamnons sans réserves de tels actes inacceptables.

À l'occasion des élections à venir, les réactions immédiates n'ont pas manqué. L'extrême droite de Monsieur Coudert et celle de la droite extrême de Monsieur Bichot sont sans surprise. Toujours le même discours démagogique et sécuritaire, appelant à plus de police. Dommage que ces deux personnages, qui soutiennent ou ont soutenu Nicolas Sarkozy, ne se soient pas manifestés lorsque celui-ci, au pouvoir, supprimait la police de proximité et taillait dans les effectifs de la police nationale en décrétant une baisse drastique des fonctionnaires, y compris pour assurer les missions régaliennes liées à la sécurité et qui incombent à l'État.

Au-delà de ces discours simplistes et populistes, nous souhaitons proposer une réelle politique de tranquillité publique. Nous mettrons en place un dispositif municipal permanent de prévention et de médiation dans l'espace public, structuré autour d'un service de prévention associant éducateurs spécialisés diplômés et médiateurs professionnels. Ce service aura pour vocation d'agir en complémentarité avec la police nationale et municipale, ainsi qu'avec les acteurs sociaux du territoire, pour prévenir les incivilités, renforcer la tranquillité publique et rétablir durablement le lien social.

Une approche globale de la tranquillité publique se veut plus efficace que le simple prisme sécuritaire. Cette politique couvre un large spectre allant de la prévention à la réinsertion, en passant par l'action de la police et de la justice lorsque cela est nécessaire.

Si nous pouvons nous féliciter de la réaction de Madame la Maire, qui semble enfin prendre en compte les conséquences de l'absence de prise en charge des problèmes de plus en plus nombreux de la santé mentale, il serait important d'agir plutôt que de réagir. Cette grande cause nationale ne fait l'objet, à ce jour, que d'un affichage, tant au niveau gouvernemental que local.

C'est la raison pour laquelle nous proposons de soutenir l'implantation d'équipements de santé dans les quartiers les plus déficitaires, en lien avec les professionnels de santé et les habitants. Nous proposons également la création d'un tiers-lieu de santé réunissant les nombreux acteurs de la santé, des interventions sociales et associant les habitants. C'est au travers de ce type de structure que peuvent se détecter les problèmes de santé mentale et organiser ainsi l'accompagnement médical et psychologique des personnes concernées.

Enfin, nous porterons un fort soutien à l'ensemble des personnels du Centre Hospitalier de la Chartreuse qui, depuis des années, se battent pour obtenir les moyens nécessaires à la prise en charge des personnes mentalement fragiles.

Au-delà des discours, nous proposons... Une fois à la mairie, nous agirons !